



Premier ministre

Hôtel de Matignon, le 16 mars 2017

**Discours de M. Bernard CAZENEUVE, Premier Ministre  
dans la Somme (Amiens)**

**Jeudi 16 mars 2017**

***Seul le prononcé fait foi***

Mesdames les Ministres, chères Barbara POMPILI et Pascale BOISTARD,  
Messieurs les Ministres, chers Patrick KANNER et Alain VIDALIES,  
Messieurs les Préfets,  
Mesdames, Messieurs les Parlementaires,  
Monsieur le Président du Conseil régional, cher Xavier BERTRAND,  
Monsieur le Président du Conseil départemental, cher Laurent SOMON,  
Madame le Maire, chère Brigitte FOURÉ,  
Monsieur le Président de la métropole, cher Alain GEST,  
Mesdames et Messieurs les Élus,  
Monsieur le Président de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine, cher François PUPPONI,  
Mesdames et Messieurs,

J'ai parfaitement conscience des circonstances particulières qui m'amènent ici, celle d'une région qui est confrontée à des défis économiques, industriels, urbains et notamment industriels puisque nous avons été amenés au cours des dernières semaines à nous parler beaucoup avec les élus, toutes sensibilités confondues, de l'Amiénois au sujet du dossier de WHIRLPOOL. J'y reviendrai dans mon propos mais je veux dire, comme l'a dit l'ensemble de ceux qui m'ont précédé à cette tribune, notamment le président de région, Xavier BERTRAND, il s'agit là pour moi d'une priorité.

Lorsque j'ai appris, à peine arrivé à Matignon, qu'il y avait ce risque pour le site industriel, j'ai souhaité, après m'en être entretenu avec les ministres du territoire - Pascale BOISTARD et Barbara POMPILI - après m'en être entretenu avec Xavier BERTRAND, prendre contact avec le président de WHIRLPOOL qui était aux États-Unis, qui a accepté en 24 heures de se rendre à Paris de manière à ce que nous puissions avoir une discussion nette, franche sur les intentions qu'il poursuivait. Et je dois dire que la discussion n'a pas été facile car il y avait un décalage entre ce qu'étaient nos aspirations et ce que pouvaient être leurs projets. Leurs aspirations étaient de faire une opération de délocalisation industrielle classique et notre volonté à nous

était de faire en sorte qu'il y ait une réindustrialisation avec le maintien de la totalité des emplois ou une solution pour chacun.

Et même si j'y reviendrai ultérieurement dans mon discours, je veux appuyer totalement ce qui a été dit par les élus, préoccupation dont les deux ministres élus du territoire se sont fait aussi le relais : nous tenons absolument à ce que WHIRLPOOL remplisse ses obligations et non pas en essayant de se conformer strictement et a minima au principe de droit, mais en remplissant les obligations qui sont celles d'une entreprise comme WHIRLPOOL. Il faudra assurer à nos côtés la réindustrialisation et la reprise du site. Le gouvernement, dans le cadre d'une information parfaite avec les élus, assure des contacts pour que des repreneurs se dégagent. Il faudra à ce moment-là que WHIRLPOOL assume totalement et pleinement ses responsabilités. Cette exigence, cette détermination prévaudra, en tous les cas aussi longtemps que je serai à ce poste. Nos discours se font écho les uns aux autres et comme vous avez remarqué que nous sommes engagés, toutes sensibilités politiques confondues, ce que nous faisons aujourd'hui engagera mécaniquement ceux qui exerceront des responsabilités après. Je serai bien entendu vigilant et toujours aux côtés des élus de cette belle région que j'aime tant pour les aider à mener leur combat.

Xavier le rappelait à l'instant, je m'étais engagé devant vous le 26 janvier dernier à venir à Amiens pour confirmer la volonté de l'État de vous accompagner dans le développement de votre territoire. C'est aujourd'hui, Mesdames et Messieurs, l'objet du contrat pour le développement d'Amiens et de l'Amiénois que nous allons signer dans quelques instants avec l'ensemble des collectivités locales qui sont ici rassemblées. Je veux remercier ces collectivités locales pour la rapidité avec laquelle nous sommes tombés d'accord, pour les financements qu'elles dégagent pour que nous puissions réaliser ces projets qui justifiaient aussi que l'État fit ses efforts et je veux remercier les ministres qui se sont mobilisés : le ministre de la Ville sur le volet du renouvellement urbain, le ministre des Transports sur la question des transports qui est au cœur de ce contrat que nous allons signer et Pascale BOISTARD et Barbara POMPILI qui ont été des avocates inlassables. Je le dis parce que c'est la vérité, non pas parce que c'est un exercice obligé lorsqu'un Premier ministre se déplace dans un territoire dont des ministres sont les élus, elles ont été les avocates inlassables d'Amiens auprès de leurs collègues et de moi-même, parfois même des avocates qui savaient aller au-delà des limites de ce qu'un Premier ministre peut supporter en termes de harcèlement, de conviction, de pugnacité.

Je n'ignore pas bien sûr les échéances électorales qui viennent à nous. Comme l'a sous-entendu avec l'habileté qui le caractérise le président BERTRAND, certains sont, dans ces échéances, dans la démagogie la plus pure. Ils ne sont pas autour de cette table et dans cette salle, mais ce que nous avons voulu faire ensemble, républicains désireux de nous mobiliser pour un territoire qui souffre, c'est un exercice sérieux sur lequel nous nous engageons durablement. Restructurer, fusionner, adapter l'action publique ne sont pas, vous le savez, des ambitions modestes. La réforme territoriale que nous avons menée depuis cinq ans était indispensable pour que la France puisse répondre aux défis économiques, sociaux et climatiques de notre siècle.

J'étais venu, je m'en souviens très bien, en 2015, j'étais à l'époque ministre de l'Intérieur en charge de défendre au Parlement la réforme régionale, au moment donc de la création de la région des Hauts-de-France, pour vous assurer, en tant que ministre de l'Intérieur, que la présence des services de l'État en Picardie et plus particulièrement à Amiens ne se trouverait pas diminuée au terme de cette réforme. Je veux aujourd'hui rendre des comptes quant au décalage qui peut exister entre les engagements que j'ai pris et les résultats que nous avons

obtenus. Et je veux le faire très scrupuleusement en faisant des comptes parce que je lis toutes les déclarations, y compris celles qui se font au plan local.

Ici où nous sommes liés les uns aux autres par des relations de confiance et d'amitié, une inquiétude pointe parfois qui est celle du niveau exact des effectifs d'Amiens après la réforme régionale avec des propos sur le thème : « Le compte n'y est pas, il manque, etc. » Donc je vais être extrêmement précis.

L'emploi public dans la région des Hauts-de-France a été dans la région maintenu. Il est vrai qu'à Amiens, à l'heure où nous sommes précisément aujourd'hui, il y a moins de 1 % des effectifs de la fonction publique de l'État travaillant à Amiens qui a été déplacé à Lille. Effectivement, à l'heure où je vous parle, il y a à peu près 0,80 % des effectifs qui étaient à Amiens et qui manque par rapport à l'engagement que j'ai pris. C'est rare, dans la période où nous nous trouvons, qu'on accède à un tel niveau de précision pour dire soi-même qu'entre ce que l'on a dit et la réalité, il y a un petit décalage. Cela résulte sans doute du fait que je ne suis candidat à rien et que par conséquent, je peux me permettre cette scrupuleuse honnêteté. Mais je veux rappeler qu'aucun agent public, conformément aux engagements que j'avais pris, n'a été amené à subir de la mobilité géographique forcée et que le chiffre où nous sommes aujourd'hui n'est pas un solde de tout compte puisque d'autres emplois publics ont vocation à être créés au cours des prochains mois et je veux là aussi être extrêmement précis.

D'abord, parce qu'Amiens joue un rôle crucial dans l'équilibre régional, nous avons fait le choix d'y maintenir, d'y implanter de nombreux services publics. Je pense notamment au siège de deux importantes Directions régionales : celle de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale, celle de l'alimentation, de l'Agriculture et de la forêt. Je suis en outre en mesure de vous annoncer l'ouverture au 1<sup>er</sup> novembre 2017 à la préfecture de la Somme d'une plateforme nationale compétente en matière d'immatriculation des véhicules. Nous regardons d'ailleurs parce que les effectifs qui correspondent à 0,8 %, ce sont à peu près 43 emplois publics. Ce n'est donc pas un chiffre considérable, nous allons regarder si nous pouvons ajuster le niveau des effectifs pour atteindre l'engagement que j'avais pris. Il n'existe d'ailleurs que cinq plateformes de ce type au niveau national et je m'engage à ce que d'ici la fin de mon mandat, les transferts de nouveaux emplois publics à Amiens soient annoncés ou effectifs de manière à ce que l'engagement que j'ai pris soit totalement atteint.

Il est normal, lorsqu'il y a des modifications du type de celles que nous avons connues, qu'il y ait parfois des décalages dans le temps entre le moment où la réforme se met en œuvre et le moment où les objectifs sont atteints, mais ils le seront, j'en prends l'engagement solennel devant vous. J'ajoute à cela, sous le contrôle du préfet de région, que nous travaillons actuellement à la mise en place de cette Maison administrative dont j'ai posé la première pierre et qui doit permettre aussi de rassembler plus facilement et plus aisément à Amiens des emplois publics qui ne s'y trouvaient pas.

Je veux également insister sur la dimension importante que jouent les transports dans le contrat que nous venons de signer. L'accessibilité de votre agglomération dans cette nouvelle grande région est plus que jamais une condition de son développement. J'ai tenu à rendre irréversible la réalisation si longtemps attendue de la liaison ferroviaire qui reliera votre territoire à la plateforme aéroportuaire de Roissy. Grâce à cette nouvelle ligne les principaux pôles d'emplois picards et franciliens entreront en communication et de nouvelles activités pourront se développer autour des savoir-faire industriel et du tourisme d'affaires notamment. Je tenais beaucoup à ce que ce barreau fût fait. Il est déterminant pour le désenclavement d'Amiens, il

est fondamental pour le développement économique de la région et je n'ai absolument rien à retirer, au contraire, j'ai tout à conforter de ce qui vient d'être dit à l'instant par les élus régionaux et locaux qui viennent de s'exprimer. Notre soutien est total.

C'est la raison pour laquelle l'État financera ce projet de plus de 300 millions d'euros à hauteur de 51,5 % aux côtés de la région des Hauts-de-Seine, des collectivités de la Somme, de l'Oise et de SNCF RÉSEAU. Le protocole d'intention que nous nous apprêtons à signer permettra que l'enquête publique ait lieu l'hiver prochain et que les travaux soient lancés en 2020 en vue d'une mise en service de cette nouvelle liaison en 2024. Voilà très précisément pour le calendrier et pour le chiffre.

Je veux aussi évoquer un autre projet qui nous tient collectivement à cœur, le canal Seine Nord Europe. J'ai le plaisir de vous informer que grâce à l'accord intervenu en fin d'année entre le ministre des Transports, Alain VIDALIES, et les collectivités locales, le décret portant sur le statut de la société vient de recevoir un avis favorable du Conseil d'État. Cette société de projet pourra être ainsi créée au cours des prochaines semaines, si bien que nous allons, dans la phase de réalisation de ce projet très attendu dans ce territoire, pouvoir avancer ensemble de façon concrète.

Vous m'avez interpellé, Monsieur le député GEST, sur le lieu d'implantation du siège de la société gérant le canal. C'est un sujet qui doit faire l'objet de discussions entre nous. La région a son propre sentiment sur cette question, nous-mêmes, nous avons nos préoccupations. C'est un projet, vous l'avez remarqué, sur lequel nous avançons ensemble. Lorsque vous êtes venu me voir en 2012 sur le projet du canal Seine Nord, il était un concept non financé. Nous y avons mis 40 % de mécanisme d'interconnexion européen, sans quoi le projet n'aurait jamais vu le jour, et nous l'avons obtenu pourquoi ? Parce que nous avons fait en sorte à ce moment-là qu'on puisse réorienter les budgets de l'Union européenne vers les objectifs de l'Europe 2020 dans lesquels il y avait les transports de demain et un abonnement très significatif du mécanisme d'interconnexion européen qui avait été très sous-doté par les orientations budgétaires de l'Union européenne par le passé et qui se trouvait subitement très abondé.

Je voudrais d'ailleurs reconnaître que vous avez été extrêmement pugnace, personnellement, Monsieur le député GEST, sur ce dossier. Vous l'avez porté avec beaucoup de volontarisme, et tous les élus des Hauts-de-France aussi, alors nous avons créé les conditions de financement par les budgets européens, sans quoi, il n'aurait pas pu voir le jour.

Je veux également insister sur la situation géographique entre Paris et Lille, de la Somme et d'Amiens, cette position géographique ainsi que ses nombreux secteurs d'excellence : des véhicules intelligents, le stockage électrochimique, l'agro-industrie et la chimie du végétal, l'aéronautique, la filière verrière, s'y ajoutent de remarquables réussites en chirurgie reconstructrice puisque c'est ici que le P<sup>F</sup> DEVAUCHELLE et son équipe ont réalisé en 2005 la première greffe partielle du visage jamais tentée.

Mais la fermeture annoncée de GOODYEAR, puis celle de l'arrêt de la production de sèche-linge en 2018 sur le site de WHIRLPOOL nous montrent que l'État doit continuer à s'engager résolument ici pour défendre à vos côtés nos emplois et les salariés de nos usines.

L'engagement de l'État, ce n'est pas de vous faire – je ne l'accepterai pas pour des raisons qui tiennent à la conception personnelle que j'ai de ce que doit être le rôle de l'État dans les territoires et de ce que doit être la parole publique – de vaines promesses.

Nous sommes déterminés à agir ensemble pour aider concrètement nos territoires à attirer des activités, comme nous le faisons en finançant le raccordement de vos zones d'activités à la fibre optique. C'est de faire en sorte que nos entreprises puissent se positionner sur des secteurs en croissance et de les accompagner pour qu'elles se développent et embauchent. C'est de soutenir nos concitoyens lorsqu'ils traversent un moment difficile afin qu'ils puissent se former, c'est l'objet du plan « 500 000 formations » pour retrouver un emploi, et qu'ils fassent valoir droit face à leur employeur. Et je dois dire que sur tous les sujets qui relèvent de la formation, du développement économique, de l'enseignement supérieur, l'État a, avec la Région présidée par Xavier BERTRAND, une relation exigeante – vous l'avez – confiante et qui nous permet sur les dossiers d'intérêt général, d'avancer très vite ensemble, et je veux dire là aussi, que pour un Premier ministre, par-delà les sensibilités politiques, avoir des présidents de région avec lesquels, sur des sujets extraordinairement difficiles – je pense à Calais, je pense à la situation d'Amiens, je pense au canal Seine-Nord – nous puissions, en confiance, nous dire les choses, les désaccords et les accords, pour avancer dans l'intérêt du territoire, c'est une nécessité dans le contexte particulier où se trouve notre pays.

L'État doit aussi rappeler, Mesdames et Messieurs, les entreprises à leur responsabilité sociale et territoriale, à celle qui leur incombe. Nous l'avons fait avec Christophe SIRUGUE et les élus, vis-à-vis de la Direction de WHIRLPOOL, et je le redis ici solennellement, et j'insiste : le gouvernement veillera à ce que WHIRLPOOL respecte intégralement ses obligations, et au-delà, dont celle de réindustrialiser le site, comme l'impose depuis 2014, la loi Florange. Il veillera également à ce que l'entreprise recherche activement un repreneur pour assurer un avenir industriel à ce site.

J'observe d'ailleurs à ce jour que les discussions engagées vont dans la bonne direction, que les démarches nécessaires à la reprise du site et de son sous-traitant PRIMA ont été entreprises et que la négociation avec les partenaires sociaux a débuté ; mais nous serons d'une absolue vigilance et notre engagement pour la réindustrialisation est un engagement qui n'est pas négociable.

A l'heure où je vous parle, des collaborateurs de mon cabinet reçoivent les salariés de WHIRLPOOL, et je veux dire ici que si je n'ai pu le faire aujourd'hui, je le recevrai à Matignon en présence des élus, avant mon départ, de manière à préciser les conditions dans lesquelles travaille l'État, parce qu'un Premier ministre doit être en situation lorsqu'un dossier évolue – et je souhaite qu'il évolue suffisamment vite pour que je puisse donner des éléments intéressants aux salariés – doit être capable de rendre à des salariés qui sont en situation d'inquiétude et d'angoisse, des comptes sur l'action conduite par l'État en liaison avec les collectivités locales, et je proposerai donc que nous recevions ensemble les salariés de WHIRLPOOL avant mon départ de Matignon.

L'État doit enfin offrir aux salariés l'accompagnement dont ils ont besoin en matière de formation, et c'est la raison pour laquelle j'ai demandé à Myriam EL KHOMRI de travailler là aussi en très étroite liaison avec la Région pour que nous atteignions cet objectif.

Tout au long de leur histoire, Amiens et la Picardie ont démontré une remarquable capacité de transformation. Et au terme de cette journée, je mesure à quel point cette capacité est toujours vivante. Le gouvernement s'est mobilisé aussi afin d'accompagner les élus dans leurs efforts pour améliorer la qualité de vie et les services dont bénéficient les habitants d'Amiens. L'État

va ainsi apporter une contribution exceptionnelle de 10,5 millions d'euros à la réalisation des quatre lignes de bus à haut niveau de service que prévoit Amiens Métropole.

L'État continuera en outre à accompagner le renouvellement urbain des quartiers relevant de la politique de la ville ; Amiens en comptera désormais six, dont deux quartiers d'intérêt national, Amiens-Nord et Etouvie, et un quartier d'intérêt régional, Pierre-Rollin. La dotation de la Politique de la ville dont bénéficie Amiens augmentera de 12 % en 2017 pour atteindre 2 millions d'euros. Et cette dotation, tout comme la DSU, sera maintenue sur le territoire d'Amiens, j'en suis sûr, dans les prochaines années. En tous les cas, là aussi, je prends cet engagement parce que c'est une nécessité : les budgets – je parle sous le contrôle du ministre de la Ville – sont là, et il faut que ces engagements soient tenus par-delà la parole que je tiens aujourd'hui, n'étant pas totalement garanti de pouvoir vous la tenir dans les mêmes circonstances dans les cinq années qui viennent.

Au-delà de ces mesures, le protocole de préfiguration de la Convention avec l'Agence nationale sur la rénovation urbaine que nous avons signée ce matin avec Patrick KANNER et François PUPPONI, prévoit plus de 13 millions d'euros d'investissement, ce qui n'est pas rien. Dans ce cadre, plusieurs opérations anticipées seront lancées dès à présent, dont la construction de 22 logements en accession sociale, et la création d'un centre commercial financé par l'EPARECA pour partie à Amiens-Nord.

Je vous confirme en outre que, sous réserve de validation définitive par le Comité interministériel de performance, et de la modernisation de l'offre de soins, l'État financera à hauteur de 40 millions d'euros le regroupement des services du Centre hospitalier, au CHU d'Amiens-Sud. Ce projet, Mesdames et Messieurs, était très attendu et je voudrais remercier les personnels de l'hôpital pour leurs efforts et leur patience.

Enfin, l'État continuera à mobiliser ici les moyens importants en faveur de la lutte contre la délinquance. Amiens a fait partie de la première vague des zones de sécurité prioritaire, et des résultats très positifs et concrets ont été obtenus. Nous l'évoquions à l'instant avec madame le maire, en 2016, les violences aux personnes ont diminué de 9 %, ça n'est pas rien ; les atteintes aux biens, de 8 % ; mais nous savons que beaucoup reste à faire, et je veux vous annoncer que nous lançons cette année les études préalables à l'installation d'un nouvel hôtel de Police au sein de la cité administrative afin de donner aux policiers d'Amiens un cadre de travail beaucoup mieux adapté à leurs missions.

Nous avons aussi décidé d'accompagner les efforts engagés par les élus afin de renforcer l'attractivité de la ville. Cette attractivité dépend pour partie de la fiscalité locale. C'est la raison pour laquelle la Commission interministérielle des aides à la localisation des activités accordera une attention particulière aux projets d'investissement soumis à vos entreprises afin d'obtenir la prime d'aménagement du territoire.

Les investissements dans l'Enseignement supérieur et la Recherche constituent un autre facteur décisif d'attractivité. C'est là aussi pourquoi le contrat que nous allons signer prévoit plusieurs initiatives en faveur du pôle universitaire d'Amiens, la création de laboratoires d'initiatives et d'innovations locales, pour une agriculture novatrice, la reconnaissance du cluster Autonomie énergétique, la création d'un campus des métiers de l'énergie, ainsi que celle d'une plate-forme de Recherche autour des humanités numériques.

L'État s'engage enfin aux côtés d'Amiens Métropole pour la restauration du patrimoine protégé au titre des Monuments Historiques. Dans cette région où l'Histoire de France plonge si profondément ses racines, nous devons veiller avec un soin particulier à la préservation des monuments, comme l'Hôtel de Berny. C'est pourquoi l'État doublera sa participation au financement de ces opérations pour un montant de 600.000 euros entre 2017 et 2020.

L'histoire de cette ville et de cette région, ce sont aussi, Mesdames et Messieurs, les traces de la Grande Guerre. C'est la raison pour laquelle nous avons voulu qu'une mission soit lancée afin de réfléchir au rôle qu'Amiens pourrait jouer pour préserver cette mémoire, faire converger les initiatives nationales et européennes et proposer une offre culturelle et touristique d'ensemble.

Mesdames et Messieurs les élus, votre ville se transforme. Elle voit se présenter à elle des défis qui sont ceux de l'économie qui, elle aussi, se transforme. Nous ne pouvons surmonter ces défis ensemble que dès lors nous avons une vision ambitieuse de ce que peut être le rôle d'Amiens, dans le Hauts-de-France et dans la façade septentrionale de notre pays qui elle-même dispose d'atouts considérables qui la placent aux portes de l'Europe du Nord.

Je suis convaincu que les efforts dans lesquels vous êtes collectivement engagés, d'une part pour accompagner les salariés inquiets qui souffrent des restructurations des industries dans lesquelles ils travaillent depuis longtemps, mais aussi pour faire en sorte, à travers le développement de laboratoires de Recherche, d'innovation technologique, qui permettront à des entreprises nouvelles, à des start-up d'essaimer ici demain.

Je suis convaincu aussi qu'à travers l'ambition du projet urbain qui m'a été présenté ce matin, et qui essaie de relier des quartiers de la ville les uns aux autres en y implantant des espaces publics, des équipements publics, en créant les conditions de davantage de mixité dans l'habitat, en créant les conditions aussi du développement des transports de demain, cette ambition-là, qui fait de la ville, est de nature à faire du développement économique à terme, à créer des emplois et à redonner à Amiens le dynamisme qui correspond aux aspirations profondes de ceux qui vivent dans cette ville et de ceux qui l'administrent.

Dans la période particulière où nous nous trouvons, où les débats qui se présentent à nous ne sont pas toujours, je dois le dire avec la plus grande sincérité, tout à fait au niveau – notamment pendant cette campagne – de ce que l'on pourrait espérer pour un pays confronté à tant de défis, et je ne peux que regretter qu'alors que nous devons faire face à autant de questions, à autant de sujets qui renvoient à la sécurité des Français face au terrorisme, qui renvoient à la solidité du projet européen face aux populismes, qui renvoient aux mutations de l'économie face à la mondialisation, nous voyons quotidiennement convoquer autant d'outrances, de propos approximatifs, de propositions électoralistes, de confrontations inutiles, d'antagonisations stupides qui opposent les Français les uns aux autres et qui, par la convocation de certaines images ou de certaines provocations, infligent au pays des blessures dont il a nul besoin, je crois personnellement que, dans notre pays, il est bon qu'il y ait une gauche et une droite, qu'il est bon dans notre pays qu'il y ait une clarté, et qu'il est bon dans notre pays qu'il y ait des convictions.

Mais qu'il est aussi bon dans notre pays qu'il y ait du respect. Et moi, je suis très attaché à ce que ceux qui ne pensent pas la même chose sur les sujets essentiels, ne perdent jamais de vue le respect qu'ils se doivent les uns aux autres ; et il ne faut pas confondre le respect et la confusion. Le respect, ce n'est pas d'oublier l'endroit d'où l'on parle ! C'est de savoir de l'endroit d'où l'on parle, mais respecter l'autre qui ne parle pas du même endroit que soit, en

raison de la conception que l'on a de la démocratie et de la République -qui doit être un espace un et indivisible -, dans l'amour des valeurs de la République par-delà ce qui nous peut séparer.

Mais je considère en même temps qu'on ne peut pas, lorsqu'un pays est confronté, comme un continent, l'Union européenne, à de telles difficultés, ne pas avoir conscience à chaque instant de la portée du propos que l'on tient, dans un contexte où le populisme est partout. Et donc moi je souhaiterais – et je le dis avec d'autant plus de sincérité que chacun a bien compris que je ne le dis pas pour moi-même - que j'appartiens à la catégorie de ceux qui essaient d'être utiles sans être sûrs d'y parvenir, et non à la catégorie de ceux qui se pensent indispensables, et je ne sais pas d'ailleurs si la catégorie à laquelle j'appartiens est majoritaire, j'ai l'impression qu'elle s'étiole.

Ce que je veux vous dire dans ce contexte, c'est qu'il est fondamental que nous nous posions la question à chaque instant de savoir si ce que nous disons est de nature à alimenter les haines, les instincts, ou au contraire à conforter la République, et je crois que l'image que nous donnons à Amiens aujourd'hui - celle d'hommes et de femmes qui assument leurs différences, mais qui sont aussi dans le souci de l'intérêt général et qui le sont sincèrement - est utile au pays dans le contexte des élections qui se présentent à nous. Et je forme le vœu que dans les années et les mois qui viennent, ceux qui seront dans l'action publique soient suffisamment conscients du moment historique particulier dans lequel l'Europe se trouve pour faire en sorte que la parole publique soit à la hauteur de ce que souhaitent les Français pour eux-mêmes et pour leur pays qu'ils aiment.